

Nos 10 fr.

L'offensive du monde du travail, loin de cesser avec la fin de la grève Renault, se poursuit à travers toute la France. Il faut d'abord remarquer que les revendications, aussi bien que la forme des luttes, ont changé sous l'impulsion des « dirigeants » du Parti communiste français et de la C.G.T.

Au lieu de l'augmentation sur le salaire de base, les « dirigeants » réclament des primes à la production. Au lieu de la grève avec occupation on voit les grèves symboliques et la grève perlée.

Ces modifications n'ont rien d'automatique. Elles relèvent d'une logique qui n'est pas celle des ouvriers, qui n'est pas celle de la lutte de classes. Ces modifications sont imposées par les « dirigeants » du P.C.F. et de la C.G.T.

La grève perlée, arme dangereuse pour qui s'en sert

Nous maintenons, quant à nous, la revendication susceptible d'apporter un soulagement à la misère ouvrière et d'unir tous les travailleurs dans la lutte : 10 FRANCS D'AUGMENTATION SUR LE TAUX DE BASE, ACOMPTE SUR UN VERITABLE MINIMUM VITAL, QUI RESTE A CONQUERIR.

Si cette revendication avait été répandue, à travers tout le pays, par les responsables syndicaux, nous aurions déjà obtenu une victoire totale sur les patrons et le gouvernement.

Mais c'est contre la pratique de la grève perlée que nous voulons surtout mettre en garde nos camarades ouvriers.

Dans la grève perlée, les professionnels continuent à gagner un salaire qui leur permet de mener très longtemps une lutte qui coûte cher au patron. Mais les manœuvres et même les ouvriers spécialisés ne peuvent tenir le coup avec leur salaire de base. On oppose les uns aux autres les travailleurs des diverses catégories. C'est ainsi que se brise la combativité ouvrière et c'est ce que souhaitent les mauvais bergers stalinien.

La grève perlée, même sur une grande échelle, peut tout juste faire céder 2 ou 3 francs de l'heure aux patrons et, au lieu de renforcer le front de combat prolétarien, elle le divise. A cette tentative d'utilisation politique malhonnête, d'épuisement de la volonté ouvrière, nous opposons la préparation de la grève générale par l'élargissement de la lutte gréviste ouverte. L'expérience de la grève perlée doit être la dernière expérience des ouvriers des grandes entreprises, à travers laquelle ils se convainquent déjà de la nécessité d'un nouveau juin 1936.



La pelure de banane...

Le pain

(Suite de la première page)

supprimé les intermédiaires, épuré les gros minotiers et les trusts de l'alimentation, organisé les échanges directs entre les détaillants des villes et les producteurs.

Mais le gouvernement protège les intermédiaires et les trafiquants, s'attaque aux ouvriers et défend les gros minotiers, tracasse les paysans et fait suer toute la nation pour payer la guerre d'Indochine et pour conserver aux capitalistes leurs bénéfices opulents. Il frappe, par exemple, un boucher de la rue Cambonne, à Paris, qui se ravitaillait directement à la campagne et offrait de la viande au-dessous de la taxe ! Ce n'est pas un gouvernement d'incapables, c'est un gouvernement d'affameurs !

Ce que le gouvernement ne peut pas faire, parce qu'il est le gérant des intérêts capitalistes,

vous MENAGERES, vous TRAVAILLEURS des villes, vous PAYSANS - TRAVAILLEURS, vous pouvez le faire avec l'appui des DETAILLANTS honnêtes dont les réactionnaires tentent d'utiliser le mécontentement.

L'action engagée pour les salaires peut et doit se prolonger par :

— la constitution de comités de ravitaillement composés de ménagères, de délégués des syndicats ouvriers et de petits commerçants ;

— le ravitaillement direct chez les producteurs organisé par ces comités (ce qui fut possible en 1914, est facile aujourd'hui) ;

— le contrôle populaire sur les stocks et la répartition ;

— l'expropriation et la mise sous gestion ouvrière des minoteries ;

— des actions de masses obligeant les pouvoirs publics à utiliser les crédits de guerre pour procurer du pain à tous en suffisance.

Chez Gondolo

Le délégué Schmitt nous répond, dans « L'Alimentation Ouvrière », qu'il n'a fait qu'appliquer le mot d'ordre « produire ». Bien sûr. Mais, grâce à sa dénonciation au Contrôle économique, les ouvriers perdirent deux journées. Leur désarroi fut tel que la C.F.T.C. faillit en tirer les bénéfices.

Les mitrons trahis

Les d'attendre les résultats des interminables palabres autour du tapis vert, les ouvriers boulangers sont passés à l'action.

Dimanche 1^{er} juin, première Assemblée générale. Le dirigeant stalinien Hérisseau, appuyé par Lunet, de l'U.D. de la Seine, s'efforce de retenir les gars. La température s'élève chez les boulangers, et, bientôt, les 99 % de l'Assemblée obligent les dirigeants syndicaux à déclencher une grève d'avertissement de 48 heures, alors que les ouvriers voulaient une grève générale jusqu'à satisfaction complète des revendications.

Après le vote de dimanche, les dirigeants syndicaux laissent partir les grévistes sans leur donner aucune directive. Spontanément, dans la nuit, à partir de 3 heures du matin, des piquets de grève se forment qui vont déloger, dans les fournils, les timorés qui continuent le travail.

Le lundi, nouvelle Assemblée générale ; même assistance, aussi nombreuse que la veille, et même tactique de Hérisseau et Cie : laisser la combativité des ouvriers. 80 % des ouvriers boulangers sont en grève, la population laborieuse, les travailleurs dans les usines soutiennent les grévistes. Mais les patrons boulangers travaillent. Qu'aurait-il fallu faire ? Les camarades ont été pris au dépourvu. Il aurait fallu rassembler les 5.000 grévistes présents à l'Assemblée générale, les di-

Les grèves gagnent toute la France

Le mouvement revendicatif continue en province et dans la région parisienne. Mais alors que dans les petites entreprises les débrayages sont très nombreux, dans les grandes usines la C.G.T. détourne la combativité ouvrière vers la grève perlée qui touche actuellement un nombre considérable d'ouvriers, surtout les métallurgistes.

Les mots d'ordre sont très variés, diffèrent souvent complètement même à l'intérieur d'une même corporation.

De nombreux débrayages partiels se sont produits et continuent d'éclater dans le textile et la métallurgie.

● 4.500 ouvriers des ateliers et dépôts de la S.N.C.F. à Villeneuve-Saint-Georges ont cessé le travail lundi à 15 h. 30. Leur mot d'ordre est : « Du pain et des salaires. »

● Deux mille ouvriers des grandes sociétés de pétrole de la Région parisienne se sont mis en grève lundi matin. Ils réclament une prime horaire de 10 francs.

● Les ouvriers de la Société d'assainissement de Paris en grève depuis lundi réclament une prime horaire de 10 fr.

● Mardi, les ouvriers de chez Simca ont débrayé et ont obtenu un rappel de 4 francs de l'heure à compter du 16 mai, et une augmentation de 5 fr. à partir du 1^{er} juin.

● Mardi 28, les ouvriers de l'Air Liquide à Boulogne et à Bagnolet ont décidé de poursuivre leur grève, refusant ainsi l'arbitrage gouvernemental qui ne leur accordait qu'une prime provisoire de rendement de 3 fr. l'heure. Ils demandent maintenant la nationalisation de leur usine.

● A Rueil-Malmaison, 300 ouvriers du Service des Eaux se sont mis en grève jeudi 30. Ils réclament une augmentation des salaires.

● A la Polymécanique à Pantin, obtention de 1.000 francs d'acompte provisionnel, heure de grève payée à 30 francs.

● Les ouvriers des Etablissements Cédécour à Gennevilliers ont repris le travail après l'obtention d'une prime horaire de 3 à 7 fr. 60.

● Le travail a repris dans la plupart des établissements textiles du Nord après l'obtention d'augmentations de salaires. A la Gorgues-Estauris, augmentation de 7 %. Dans les filatures de lin augmentation horaire de 3 à 4 francs.

● A Reims 1.000 ouvriers des usines de peignage de laine sont en grève depuis le 28 mai.

● A Lyon, 2.000 ouvriers et ouvrières du vêtement se sont mis en grève mercredi 27 mai et revendiquent une augmentation de salaire de 8 %.

● Des grèves ont éclaté dans les usines de soie artificielle de l'Aube.

● Une grève d'un jour a eu lieu aux Etablissements de lainage à Mazamet. Les ouvriers ont obtenu une augmentation de 5 fr. 20 de l'heure. Dans la même ville, au cardage, obtention de primes de 3 à 5 fr. 20 l'heure après une grève d'une semaine.

● Les ouvriers des Usines Decauville à Corbeil ont repris le travail après l'obtention de 2 à 3 fr. d'augmentation horaire pour les travaux insalubres, de 3 fr. de prime horaire pour les ouvriers et cadres de maîtrise, de 520 fr. par mois de prime d'assiduité pour les employés.

● Les ouvriers des Etablissements Dolle à Vesoul ont repris le travail après l'obtention d'une prime à la production.

● Après une grève d'une semaine, les ouvriers métallurgistes de l'Yonne ont obtenu

une indemnité provisoire de 10 % sur leurs salaires.

● 4.000 ouvriers métallurgistes de l'arsenal de Lorient ont fait une grève de vingt-quatre heures le jeudi 29 mai.

● 1.600 ouvriers métallurgistes sont en grève au Havre depuis le jeudi 29 mai.

Employés et brasseurs dans le Nord

● Les employés de banque de Lille-Roubaix-Tourcoing et Arras sont en grève depuis lundi et mardi.

● La grève de la brasserie à Roubaix qui a duré une quinzaine de jours s'est terminée vendredi 30 mai. Les ouvriers ont obtenu des avantages au titre des congés payés et les employés ont reçu une augmentation avec rétroactivité.

Les transporteurs

● Les ouvriers transporteurs de la maison Pierchon à Lille se sont mis en grève. D'autres entreprises de la ville se sont jointes au mouvement. Dans le Calvados, le personnel des « Courriers normands » a également cessé le travail et réclame des augmentations de salaires. Le préfet de ce département a réquisitionné tous les cars de cette compagnie.

★

● Les ouvriers des Tanneries d'Oullins à Lyon ont obtenu, après huit jours de grève, une prime horaire de 5 fr.

● 1.500 ouvriers des fromageries de Roquefort, en grève depuis le 27 mai revendiquent 45 % d'augmentation des salaires.

Les chantiers maritimes et le bâtiment en grève à Concarneau

Mercredi 21, à Concarneau, les ouvriers des Chantiers de constructions maritimes se sont mis en grève. Ils réclament une augmentation de 5 fr. sur le salaire de base. Par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail, les patrons ont proposé 3 fr. 50 d'augmentation. Les grévistes ont repoussé cette proposition et maintiennent leur revendication de 5 francs.

Le lendemain, les ouvriers du bâtiment ont débrayé à leur tour pour demander 10 fr. d'augmentation de l'heure.

Le gérant : M. JULLIA

Société Nationale des Entreprises de Presse
100, rue Réaumur

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

“UNISSONS-NOUS ! sous le drapeau de la Commune”

déclare Yvan Craipeau, au Mur des Fédérés

(Suite de la première page) « leur propre parti, qui sont victimes, comme tous les travailleurs, de la servilité de ces messieurs du gouvernement envers les patrons. »

Au contraire, notre défilé, parti du métro Belleville, fut plein d'enthousiasme révolutionnaire. En tête venaient une centaine de vietnamiens, derrière leur drapeau rouge étoilé, et portant une énorme banderole : « Indépendance du Viet-Nam ». Puis venaient les drapeaux rouges des organisations du P.C.I. et de la J.C.I., puis

une délégation du Comité central conduite par Yvan Craipeau, secrétaire général, et portant une couronne de fleurs rouges. Puis des camarades porteurs de pancartes et scandant nos mots d'ordre : « Nos dix francs et du pain », « Du pain, pas de discours », « Radical, démission », « Grève générale », « Evacuez l'Indochine », « Moutet assassin », « Nous vengerons les Communistes ». Enfin, de plus en plus dense jusqu'au Mur, la foule des ouvriers, des ménagères, des jeunes, ralliés derrière ces mots d'ordre.

Les organisateurs socialistes, puis les filices toujours en quête de provocations, prétendirent un moment nous entendre l'accès du Père-Lachaise si nous ne plions pas nos banderoles. Les responsables de notre service d'ordre refusent énergiquement et nous passons, drapeaux et mots d'ordre en tête, applaudis et salués du poing par des militants socialistes que nous croisons.

Au Mur, il y a environ 3.000 personnes pour écouter le bref discours de Craipeau. Discours révolutionnaire, rappelant les

leçons de la Commune et stigmatisant les chefs soi-disant ouvriers qui ont partie liée avec les Versaillais d'aujourd'hui. Evoquant la manifestation que le M.R.P. s'était permis le matin même devant le Mur, Craipeau dit : « Si Gallifet était vivant, il serait sans doute venu verser, lui aussi, sa larme de crocodile sur ceux qui l'assassina ». Contre l'Union avec la bourgeoisie, Craipeau appelle à la fidélité quotidienne aux leçons de la Commune. Et il conclut en applaudissant tous les travailleurs à l'exception d'une

poignée de réformistes qui n'aiment pas le langage de la lutte de classes : « Militants socialistes, nous vous appelons à l'unité d'action pour arracher les revendications de la classe ouvrière, soutenir la lutte des peuples coloniaux et vaincre, unis, sous le drapeau rouge de la Commune, le drapeau des prolétaires ».

Ce langage exprime la volonté profonde de la grande masse des travailleurs socialistes. Le cri : « Unité d'action », est repris de toutes parts. Et c'est fraternellement mêlés que les militants des deux partis se dispersent, après avoir déjoué une dernière provocation des filices qui prétendaient « cueillir » à la sortie les camarades vietnamiens.



Les communistes internationalistes montent ver le mur



Drapeaux rouges en tête, le cortège part



Vive l'indépendance du Viet-Nam !



Craipeau, sur le mur, s'adresse aux manifestants